

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.379
14 août 1986

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT SOIXANTE-DIX-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 14 août 1986, à 10 heures

Président : M. J. Alan BEESLEY (Canada)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 379ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Pour commencer, je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à Son Excellence le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Ali Akbar Velayati, qui sera le premier orateur à la séance plénière d'aujourd'hui. Les représentants se souviendront que le Ministre des affaires étrangères a déjà pris la parole antérieurement à la Conférence, la dernière fois étant le 27 février de cette année. Je tiens à le remercier de l'intérêt qu'il porte à nos travaux.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui son examen des rapports des organes subsidiaires spéciaux ainsi que celui du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Ainsi que vous le savez, le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques a tenu sa vingt-deuxième session du 21 juillet au 1er août derniers. A l'issue de ses travaux, le Groupe spécial soumet à la Conférence trois documents, à savoir :

a) le document CD/681/Rev.1, intitulé "Résumé du quatrième rapport à la Conférence du désarmement du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques (CD/720)",

b) le document CD/720, intitulé "Quatrième rapport à la Conférence du désarmement du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques",

c) le document CD/721, intitulé "Rapport intérimaire à la Conférence du désarmement sur la vingt-deuxième session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques".

J'aimerais attirer votre attention sur les recommandations contenues dans les paragraphes 12 (première phrase), 14 et 15 du rapport intérimaire publié sous la cote CD/721. Je demande aujourd'hui au Président du Groupe spécial de présenter les documents dont la Conférence est saisie et de vous faire rapport sur les nouvelles mesures que la Conférence pourrait devoir prendre concernant les travaux du Groupe. Nous examinerons ces recommandations à notre séance plénière du jeudi 21 août. A la demande du Président du Groupe spécial, le Secrétariat distribue également un document officieux contenant un projet de communication que je devrais adresser, en ma qualité de Président de la Conférence, au Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale. Ce projet de communication reflète les recommandations contenues dans le rapport intérimaire présenté par le Groupe spécial dans le document CD/721. En conséquence, lorsque la Conférence aura adopté ces recommandations, je me propose d'envoyer au Secrétaire général de l'Organisation météorologique

(Le Président)

mondiale la communication dont la teneur a été distribuée ce matin. Bien entendu, le Président du Groupe spécial sera prêt à fournir tous les éclaircissements que des membres souhaiteraient obtenir à propos des suggestions qu'il a faites dans le document officieux.

Sont inscrits sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la République islamique d'Iran, du Japon, du Mexique, du Brésil et de l'Australie, le Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, ainsi que le représentant du Royaume-Uni.

Je donne maintenant la parole à Son Excellence le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Ali Akbar Velayati.

M. VELAYATI (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) :

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,

Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence. Je suis certain que, sous votre direction, la Conférence procédera à des débats fructueux et s'acquittera avec succès de ses responsabilités. A l'heure actuelle, la communauté mondiale tout entière suit ses travaux avec anxiété et c'est là pour nous une occasion unique de servir l'humanité et de faire date dans l'histoire si nous parvenons à réaliser nos objectifs.

En tant que régime nouvellement créé, la République islamique d'Iran a été confrontée aux nombreux problèmes et obstacles qui lui ont été imposés, ce qui l'a empêchée de jouer pleinement et de façon décisive son rôle dans la réalisation des objectifs de la Conférence. Néanmoins, cela ne diminue en rien l'importance et le sérieux que nous attachons à ces délibérations, et en tant que membre de la Conférence du désarmement nous suivons avec intérêt ses débats, ainsi que ceux des divers comités.

La course insensée aux armements met en péril l'ensemble de la communauté humaine et c'est pourquoi elle mérite donc de retenir fortement l'attention de tous les pays. Indépendamment de ses dimensions universelles, cette question est vitale pour nous à plusieurs égards. Notre pays est situé dans une région névralgique et stratégique, exposée directement aux dangers des rivalités militaires des superpuissances. Nous avons été témoins de l'accroissement de leurs sphères d'influence et de leur présence militaire dans les pays de la région. La quantité d'armes sophistiquées livrées à ces pays au cours des deux dernières décennies équivaut à la totalité des livraisons faites au tiers monde et aux pays en développement. Depuis le début de l'agression iraquienne, le 22 septembre 1980, nous avons été victimes d'attaques effectuées à l'aide des armes classiques et chimiques les plus sophistiquées. Nous avons éprouvé directement des pertes en vies humaines et des dommages matériels, et c'est avec un profond sentiment et une compréhension complète des effets de ces armes que je prends actuellement la parole dans cette assemblée. Bien que nous ayons repoussé et neutralisé les armes livrées par l'Est et par l'Ouest, grâce au sacrifice de nos jeunes, nous prenons progressivement conscience de l'importance qui s'attache aux efforts

(M. Velayati, République islamique d'Iran)

internationaux visant à réduire la course aux armements. Cette prise de conscience, s'agissant en particulier des armes chimiques inhumaines, est de plus en plus marquée et de plus en plus profonde. Je regrette de devoir commencer mon intervention en évoquant cette même question et plus encore de devoir signaler que l'utilisation d'armes chimiques d'annihilation massive s'est reproduite.

Vous connaissez tous le dernier rapport, publié en mars 1986 sous la cote S/17 911, qui a été établi par une équipe de l'Organisation des Nations Unies envoyée par le Secrétaire général de l'Organisation pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques. Comme vous le savez, il s'agit du troisième rapport consécutif. En 1984, les Nations Unies ont confirmé que des armes chimiques avaient été utilisées dans l'agression iraquienne contre l'Iran et en 1985, on a réaffirmé qu'elles avaient été à nouveau utilisées lorsque des Iraniens victimes de ces armes ont été envoyés à l'étranger pour traitement médical. Dans le dernier rapport, il était indiqué que l'Iraq déployait fréquemment des armes chimiques à grande échelle. Tous ces rapports ont été suivis par des déclarations du Conseil de sécurité et de nombreux pays ont condamné l'utilisation d'armes chimiques par l'Iraq, mais cela n'a nullement empêché les Iraquiens de commettre à nouveau ces crimes graves.

Depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies, c'est la première fois qu'un signataire du Protocole de Genève de 1925 a été officiellement dénoncé pour avoir commis des violations flagrantes de ce Protocole et renouvelé ces crimes. Ces crimes ne concernent pas un seul pays déterminé, car leurs conséquences s'étendent à d'autres pays. Depuis la première guerre mondiale, le déploiement d'armes chimiques est devenu un problème international vital pour la paix et la sécurité de tous les pays. Dans cette Conférence même, la prévention de la fabrication, du déploiement, de l'utilisation et du stockage d'armes chimiques est une question tout aussi importante que celle des armes nucléaires. Toutefois, dans le même temps, on laisse un petit pays tel que l'Iraq se doter d'armes chimiques sophistiquées et les utiliser en diverses occasions.

Nos études, telles qu'elles sont reflétées dans les rapports des Nations Unies, montrent qu'en plus du gaz moutarde l'Iraq a déployé du cyanure et des gaz neurotoxiques. Le régime iraquien ne possède pas les connaissances techniques nécessaires pour fabriquer de telles armes, en particulier les gaz neurotoxiques, auxquels seuls un petit nombre de pays ont accès en raison de leur complexité. Nous disposons d'informations faisant état de l'exportation d'armes chimiques et de techniques connexes vers l'Iraq et ces études seront poursuivies. Néanmoins, ce n'est pas seulement à nous qu'incombe cette responsabilité en tant que victimes des armes chimiques, c'est une obligation internationale commune pour tous les pays, en particulier pour les membres de la Conférence du désarmement et pour l'organe décideur compétent des Nations Unies et les autres organes internationaux, qui devraient procéder à une enquête exhaustive sur cette question.

Etant donné que le régime iraquien continue à déployer des armes chimiques, l'obligation internationale d'adopter des mesures sérieuses et concrètes à l'égard de ce régime et de déterminer les pays qui lui ont fourni des armes chimiques revêt un caractère d'extrême gravité. Les pays du BENELUX

(M. Velayati, République islamique d'Iran)

ont interdit l'exportation de 12 substances chimiques à destination de l'Iraq à la suite de la déclaration du Conseil de sécurité en date du 21 mars 1986 condamnant le régime iraquien. D'autres membres de la Communauté européenne ont également adopté des mesures spéciales pour soumettre à des contrôles diverses substances susceptibles d'être converties en armes chimiques. Cependant, il apparaît à l'évidence que ces mesures prises par quelques pays concernant un nombre limité de substances et non assorties d'un système efficace et complet de vérification ne sont nullement suffisantes. Depuis l'adoption de la déclaration du Conseil de sécurité en date du 21 mars, l'Iraq a déployé des armes chimiques en différents lieux et en cinq occasions distinctes, la dernière remontant au 28 mai 1986, à Gorgan et Amirabad, au sud-ouest du pays, plus de 50 personnes ont été victimes de ces agissements. Dans tous ces cas c'est le gaz moutarde qui a été utilisé et le fait a été signalé au Secrétaire général en lui demandant d'envoyer des équipes chargées d'enquêter. Compte tenu des antécédents de l'Iraq, on a estimé qu'en l'occurrence il n'était pas nécessaire de procéder à une enquête, et les cas ont été confirmés. Dans un seul cas, et après un délai prolongé, nous avons reçu une réponse positive concernant l'envoi d'une équipe d'enquête, alors que les traces avaient disparu en raison du temps écoulé. Des rapports médicaux sont régulièrement envoyés au Secrétaire général.

Les actions criminelles de l'Iraq ont remis en question toute la validité du Protocole de Genève de 1925. Si un pays tel que l'Iraq peut violer ce Protocole de façon aussi flagrante et massive et persister dans son comportement, quelles garanties existe-t-il quant à l'application de ce Protocole, voire d'autres engagements internationaux par les autres pays ? Nous sommes d'avis que la Conférence du désarmement doit demander la coopération des Nations Unies en vue de l'application des mesures suivantes : premièrement, nouvelle condamnation de l'utilisation d'armes chimiques en tant que "crime de guerre", deuxièmement, enquête concernant les fournisseurs d'armes et de substances chimiques à l'Iraq, troisièmement, interdiction complète de l'exportation vers l'Iraq de substances chimiques et de techniques connexes pouvant servir à fabriquer des armes chimiques, quatrièmement, envoi par le Secrétaire général d'une équipe d'enquête dans les meilleurs délais chaque fois que la République islamique d'Iran en fera la demande, cinquièmement, demande adressée à tous les pays pour les prier de renouveler leur engagement en faveur du Protocole de Genève de 1925 qui a été affaibli par l'Iraq et, sixièmement, appel lancé directement à l'Iraq pour qu'il s'engage à ne pas recommencer à utiliser des armes chimiques. Tant que le régime iraquien n'aura pas pris officiellement et publiquement cet engagement, nous nous réservons le droit de nous défendre.

Dans l'intervalle, la poursuite de l'utilisation d'armes chimiques par l'Iraq a, semble-t-il, attiré l'attention de tous les pays sur le danger que représentent ces armes et, contrairement à ce qui s'est passé pour les autres groupes de travail de la Conférence du désarmement, nous avons observé certains progrès, notamment au cours de la session actuelle, dans les discussions relatives à la convention interdisant la fabrication, le déploiement, l'utilisation et le stockage d'armes chimiques, bien qu'un résultat final semble encore éloigné. Quelle que soit l'entente au sujet des catégories de substances chimiques susceptibles d'être converties en armes

(M. Velayati, République islamique d'Iran)

et de leur inclusion dans la Convention, aucun accord réel n'est encore intervenu quant à la nature et aux modalités de l'application des dispositions de la Convention en ce qui concerne les autres pays, ni quant aux moyens d'assurer le respect et la vérification. Il est certain que le fait d'accorder à tout pays un droit de vérification chaque fois que les informations dont il dispose le justifient entraîne une certaine possibilité d'abus, mais si ce processus est subordonné au consentement de l'autre partie, cela peut également créer des obstacles à l'application pratique du traité. Les propositions faites récemment dans ce domaine peuvent amener un progrès décisif, bien que nous pensions que, dans chaque cas, c'est un comité international qui devrait statuer en dernier ressort et prendre une décision finale concernant la vérification. Ce comité devrait accorder la plus haute priorité à la vérification et à la destruction des stocks et des moyens de fabrication d'armes chimiques dans les pays identifiés comme ayant utilisé de telles armes.

Il est regrettable de constater que, sauf dans le domaine chimique, la Conférence n'a pas accompli de progrès sensibles et que la course aux armements a tendance à s'accélérer. Ce processus, en particulier dans le domaine des armes nucléaires, fait peser sur l'avenir de l'humanité une grave menace, qui pourrait détruire plusieurs fois la totalité de la planète. Il n'y aurait pas de vainqueur dans un holocauste nucléaire, puisque le vaincu serait l'ensemble de l'humanité. A titre de première mesure, il faut arrêter immédiatement l'expansion des arsenaux nucléaires, mais tant que le concept de la "dissuasion" prévaudra pour obtenir la suprématie mondiale, il n'y aura aucun espoir de faire cesser la course aux armements. La dissuasion est en fait une justification pour acquérir de la puissance et l'utiliser pour étendre sa sphère d'influence parmi les petits pays. Dans ce contexte, le désarmement peut être assimilé à un mouvement de décolonisation et la course aux armements à une politique coloniale.

Malheureusement, les pays non alignés et ceux du tiers monde sont entrés, délibérément ou non, dans ce jeu de la tension et le pratiquent dans leurs relations. La rivalité en vue de maintenir la suprématie militaire a pour effet, d'une part, d'accroître la dépendance à l'égard des pays industrialisés et, d'autre part, d'aggraver la menace de conflit armé entre pays du tiers monde. Ce qui peut garantir à long terme l'instauration de la paix et de la sécurité, c'est l'adhésion au principe d'une sécurité commune et égale pour tous les pays. Si les grandes puissances ne sont pas prêtes à suivre une telle politique, les pays du tiers monde ainsi que les petits pays devraient montrer la voie dans ce domaine.

Une question cruciale qui a donné lieu à de nombreux débats et a suscité maint argument est la récente série d'initiatives visant à intensifier la course aux armements dans l'espace. Tout en soutenant et en appuyant les mesures internationales et les efforts déployés par les membres de cette Conférence pour prévenir cette démarche aventuriste, nous pensons qu'il est nécessaire d'entreprendre une action plus étendue et d'un caractère plus général. L'espace est le "patrimoine commun de l'humanité" et il devrait être utilisé de façon pacifique pour le bien de toutes les nations et non pas seulement pour celui des pays développés. Malheureusement, il a été

(M. Velayati, République islamique d'Iran)

transformé en zone militaire par un petit nombre de pays, et les deux superpuissances, ainsi que les pays qui disposent de la technologie requise, l'ont saturé de satellites militaires et d'espionnage. A l'heure actuelle, plus de 90 % des satellites ont des fins militaires. L'idée que les puissances militaires mondiales ont besoin de recueillir constamment des informations pour maintenir la confiance mutuelle dans les relations militaires Est-Ouest pourrait justifier la présence de satellites espions, mais le domaine d'activité de ces satellites n'est pas limité aux deux blocs - en fait, ils servent à obtenir des renseignements sur tous les pays. Cela met les pays n'appartenant pas à ces deux blocs dans une situation difficile et supprime leur sécurité dans le domaine du renseignement, surtout si l'on considère que les informations de ce genre seront entièrement aux mains des pays qui possèdent des satellites et qu'elles peuvent être utilisées pour exercer un chantage contre d'autres pays. A l'heure actuelle, le régime iraquien bénéficie, dans la guerre d'agression qu'il a lancée contre l'Iran, de données fournies par des satellites américains. Ce fait avéré constitue en réalité une complicité de guerre et aucune mesure internationale n'a été prise pour s'opposer à une telle intervention.

D'autres aspects méritent également de retenir l'attention. Grâce aux progrès de la technologie, les satellites peuvent maintenant prendre et traiter des images ne dépassant pas quelques centimètres carrés. Cette possibilité, dont quelques pays sont seuls à disposer, sans aucune limitation ni contrôle, constitue une violation flagrante du droit des nations au privé de leur existence. Aucun objet militaire ou civil n'échappe au regard des satellites et c'est là une question importante qui intéresse les droits de l'homme. Bien que les rapports des Nations Unies aient estimé qu'il était pour le moment difficile de créer une agence internationale de satellites de contrôle, il est impératif de réaliser cet objectif, et il convient de procéder à des entretiens sur cette question et d'étudier les possibilités concrètes à cet effet. Un pas dans ce sens serait de prescrire une immatriculation précise des satellites et de leurs raisons d'être. Nous pensons que l'arrêt de la course aux armements dans l'espace est indispensable, quelle que soit l'évolution de la situation sur la Terre. Les pays ne peuvent pas attendre que les superpuissances parviennent à s'entendre au sujet de la Terre pour s'occuper ensuite de l'espace - celui-ci serait entre-temps complètement et irréversiblement contaminé. Les pays qui disposent d'une technologie spatiale devraient, tout en respectant le Traité de l'espace actuellement en vigueur, s'abstenir d'essayer et de déployer des armes destructrices dans l'espace, ainsi que de renoncer à toute activité contraire à l'utilisation pacifique de l'espace dans le cadre d'une convention. Tous les pays devraient avoir le droit d'utiliser l'espace à des fins pacifiques. En outre, une initiative visant à annihiler les satellites militaires aurait un effet destructeur sur les satellites de télécommunications et les satellites non militaires. La protection du système mondial de télécommunications, y compris les satellites et les stations terriennes, constitue une obligation internationale, et il convient de prévenir toute menace à ce système. Indépendamment du fait que le régime iraquien a montré qu'il méprisait toutes les valeurs internationales en attaquant à maintes reprises nos stations terriennes, d'autres pays sont pleinement conscients de l'importance qui s'attache à cette question.

(M. Velayati, République islamique d'Iran)

L'attention que nous portons à la prévention d'une course aux armements dans l'espace ne devrait en aucun cas nous amener à négliger le désarmement global. Il est regrettable que le Comité compétent n'ait pas enregistré de progrès et que les propositions faites par l'un des blocs en vue d'établir des programmes de désarmement nucléaire et chimique par phases et de réduire les forces et les armements classiques se soient heurtées au scepticisme de l'autre bloc. Nous pensons que l'Est devrait réagir avec plus de sensibilité, pour le moins au niveau de l'Ouest, à l'égard des violations des traités internationaux existants. L'absence de réaction concrète à l'égard d'une question aussi importante que le déploiement d'armes chimiques ne peut que porter préjudice à la crédibilité de l'Est et par voie de conséquence à ses propositions.

Il est regrettable que l'attitude peu coopérative de quelques pays ait rendu très difficile, sinon impossible, la réalisation d'une interdiction complète des essais d'armes nucléaires. Le moratoire volontaire a été un geste positif qui n'a pas eu d'écho de la part de l'autre partie. S'il n'est pas possible actuellement de parvenir à un accord global en raison des divergences sur les modalités de vérification, un moratoire pourrait offrir un terrain approprié pour entreprendre un dialogue constructif, alors que la poursuite des essais ne ferait qu'exacerber les tensions. Une évaluation positive des méthodes sismologiques de vérification des essais nucléaires permettrait probablement d'accomplir un progrès décisif.

L'annonce d'un engagement de "non-utilisation en premier" par les pays qui disposent d'arsenaux nucléaires constitue un élément positif bien que de portée limitée dans le dialogue sur le désarmement. Cet engagement ne devrait pas s'accompagner d'une nouvelle prolifération nucléaire. Son extension à d'autres armes, telles que les armes classiques ou chimiques, pourrait renforcer cette garantie, à condition qu'elle soit directe et exempte de toute ambiguïté.

Un autre point qui devrait retenir une attention équivalente parallèlement au désarmement nucléaire et chimique est la réduction des forces armées et des armements classiques. Bien que les armes de destruction massive représentent une grave menace pour la sécurité et même pour la survie de la communauté humaine, il faut garder à l'esprit qu'une grande partie des budgets militaires des pays, en particulier de ceux du tiers monde, est consacrée aux armes classiques. En outre, l'utilisation des armes classiques a causé des centaines de milliers de morts depuis la seconde guerre mondiale. Entre-temps, certaines armes classiques ont progressé de pair avec d'autres armes de destruction massive. Au cours de l'agression iraquienne, des milliers de civils iraniens ont péri du fait des bombardements effectués par des chasseurs à réaction perfectionnés dotés d'armes sophistiquées qui ont été fournis à l'Iraq pendant la guerre. Ces assassinats aveugles doivent être condamnés par l'Organisation des Nations Unies et, parallèlement, la Conférence devrait accorder davantage d'attention au désarmement classique.

En attendant, les pays du tiers monde, qui n'ont aucune intention de se laisser entraîner dans une confrontation Est-Ouest, devraient bénéficier d'une sécurité adéquate contre une utilisation d'armes de destruction massive. L'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires et d'armes chimiques

(M. Velayati, République islamique d'Iran)

devrait être reconnu et garanti par les pays qui disposent de ces armes. De même, les eaux territoriales des pays non alignés devraient être exemptes de toute base ou manoeuvre navale relevant de la confrontation Est-Ouest.

Le développement et ses liens avec le désarmement méritent une étude plus attentive. La conférence internationale sur le désarmement et le développement devrait se réunir au plus tôt. En outre, la Conférence du désarmement devrait consacrer une partie de ses activités à l'étude des incidences négatives que l'accroissement de la puissance militaire a sur le désarmement, ainsi qu'à l'établissement et à la formulation de critères en vue de canaliser les ressources provenant de la réduction des armements vers le développement mondial et, en particulier, au profit du tiers monde.

Il convient de préserver le rôle central de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes en suivant les débats sur le désarmement. Tout dialogue se déroulant en dehors du cadre de l'ONU devrait lui être communiqué en détail. Le désarmement est une question internationale qui met en jeu la sécurité de toutes les nations, et les pays qui disposent d'armes nucléaires et chimiques sont tenus de reconnaître le rôle central de l'ONU et de la Conférence du désarmement. Dans l'intervalle, il est également important d'accomplir des efforts pour appeler l'attention de l'opinion publique sur les questions relatives au désarmement et susciter une prise de conscience à ce sujet en créant un climat favorable à l'obtention de résultats. Les efforts déployés par les dirigeants du Groupe des Six et d'autres pays non alignés représentant cinq continents, pour créer un terrain favorable répondant aux vœux de la majorité des pays du monde, ont eu des effets positifs et constructifs.

Le désarmement demeurera l'une des questions internationales les plus importantes dans un avenir prévisible. Les travaux se poursuivront, semble-t-il, au cours des années qui viennent. En conséquence, les objectifs recherchés par notre Conférence devraient être constamment formulés sur la base de la sauvegarde de la sécurité et des intérêts de la majorité des pays du monde, en particulier de ceux du tiers monde. En même temps, la réglementation établie par de nouveaux traités devrait s'accompagner de comportements appropriés visant à garantir et à maintenir les traités conclus dans le passé.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'exprimer à nouveau le sincère espoir de voir couronnés de succès les efforts que vous-même ainsi que la Conférence déployez en vue de parvenir à un monde plus sûr, plus paisible et plus humain, exempt de tension, d'agression et de confrontation militaire.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie Son Excellence le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran de son importante déclaration ainsi que des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Japon, l'Ambassadeur Imai.

M. IMAI (Japon) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais, pour commencer, saluer très chaleureusement la délégation canadienne, qui accède à la présidence pendant ce très important dernier mois des sessions de cette année de la Conférence du désarmement. Le Canada et le Japon voient beaucoup de choses sous le même angle en matière de désarmement. Vos qualités et votre expérience bien connue dans le domaine de la diplomatie multilatérale laissent bien augurer de l'heureuse issue de la présente session. Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier le Président sortant, l'Ambassadeur Tin Tun, de Birmanie. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, nous apprécions tout particulièrement la diplomatie tranquille mais conséquente que ce pays fraternel d'Asie et ses représentants pratiquent dans le domaine du désarmement.

J'ai demandé la parole pour faire quelques observations au sujet du rapport intérimaire sur la vingt-deuxième session du Groupe spécial d'experts scientifiques qui est présenté aujourd'hui.

Tout d'abord, je voudrais exprimer la gratitude de ma délégation au Président du Groupe spécial, M. Dahlman, pour les efforts couronnés de succès qu'il a déployés pour parachever le rapport du Groupe d'experts scientifiques sur son essai technique portant sur l'échange de données de niveau I par l'intermédiaire du système SMT/OMM, qui a été effectué dans la dernière partie de 1984. C'est un motif de grande satisfaction que le rapport ait été adopté, en fin de compte, avec l'assentiment de tous les experts venus de 24 pays, aussi bien en ce qui concerne les réalisations que les améliorations futures en matière d'échange de données. Il est encourageant de constater qu'une telle expérience à l'échelle mondiale, qui a nécessité tant de préparatifs techniques et de réflexions de la part d'un aussi grand nombre de scientifiques, a abouti à des résultats satisfaisants. J'aimerais aussi profiter de cette occasion pour exprimer ma reconnaissance à l'Organisation météorologique mondiale, qui a permis d'utiliser son Système mondial de télécommunication aux fins de l'expérience et a même suggéré qu'on continue de l'utiliser pour des transmissions de données à grande vitesse.

Au cours de la présente session, le Groupe spécial a accompli un pas en avant tout à fait encourageant. En ce qui concerne ses futurs travaux, on s'est entendu pour commencer les préparatifs en vue de "mettre au point un système international moderne fondé sur l'échange rapide de tracés (niveau II) et paramètres sismiques (niveau I) et ... traiter ces données dans les CID*/*".

Ainsi que je l'ai dit dans mon intervention du 8 avril, le Japon a pris une initiative en faveur d'un échange de données de niveau II en coopération avec plusieurs autres pays. Durant la récente session, des consultations officieuses mais très fructueuses ont eu lieu avec des délégations animées du même esprit représentant des pays non alignés, socialistes, occidentaux et autres encore, au sujet de la façon concrète de procéder à un échange de données de niveau II. Nous avons également présenté des études nationales portant les cotes GSE/JAP/23 et 24.

/ CID = Centres internationaux de données.

(M. Imai, Japon)

Selon le rapport intérimaire, une expérience à grande échelle portant sur l'échange de données de niveau II doit être soigneusement préparée sur la base d'une analyse des enquêtes nationales et aussi d'expériences partielles tant bilatérales que multilatérales. Cette opinion reflète bien l'attitude préconisée par le Japon en tant que préface indispensable du futur essai mondial; je suis heureux de constater que notre initiative a reçu un accueil aussi favorable.

A ce propos, nous approuvons la proposition canadienne de tenir un séminaire d'experts en matière de transmission de données au mois d'octobre de cette année. Elle vient en réalité à l'appui de notre initiative et nous apprécions le fait que tous les pays intéressés soient invités à y participer. Sur la base des arrangements en matière de transmissions dont les experts conviendront à cette réunion, nous pourrions passer, d'ici la fin de l'année, à la mise en application d'un échange de tracés sismiques sur une base nationale coopérative. Nous serons très heureux de porter les résultats de cet échange à la connaissance du Groupe spécial d'experts scientifiques lors de sa prochaine session, consolidant ainsi les fondements de l'essai mondial qui doit être effectué en 1988.

Avant de terminer ma déclaration, je voudrais appeler l'attention de la Conférence sur le contraste à la fois étrange et regrettable qui existe entre les progrès réalisés par le Groupe spécial et l'incapacité persistante de notre Conférence de créer un comité spécial pour l'interdiction des essais nucléaires, c'est-à-dire très précisément l'organe qui devrait bénéficier des progrès réalisés au Groupe spécial et les prolonger. Je voudrais renouveler l'appel que j'ai lancé dans ma déclaration du 17 juin selon lequel, sans pour autant aucunement relâcher nos efforts dans la recherche d'un mandat pour le Comité spécial qui serait acceptable pour tous, nous devrions dans le même temps profiter au mieux des séances et réunions plénières, qu'elles soient officielles ou officieuses, pour examiner et essayer de résoudre d'une manière pratique les problèmes de fond auxquels nous devons faire face. Ce n'est qu'au moyen d'efforts graduels de ce genre que nous pourrions nous rapprocher de notre objectif commun - l'interdiction complète des essais nucléaires.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant du Japon de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Mexique, l'Ambassadeur Garcia Robles.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Il est particulièrement difficile de diriger les travaux de la Conférence du désarmement pendant le mois d'août, qui marque toujours le terme de la session annuelle de cette instance que l'Assemblée générale des Nations Unies a définie en 1978 comme étant le "forum multilatéral unique de négociation sur le désarmement". C'est pour cela que ma délégation se félicite que la présidence de nos délibérations soit échue à une personne telle que vous, Monsieur le Président, dont les talents et l'expérience en la matière sont pour nous le gage du succès que, je n'en doute pas, nous vous souhaitons tous dans l'exercice de vos importantes fonctions.

(M. Garcia Robles, Mexique)

Je voudrais également exprimer à nouveau la gratitude de ma délégation à votre prédécesseur, le distingué représentant de la Birmanie, l'Ambassadeur Tin Tun.

Le mercredi 6 et le jeudi 7 du présent mois d'août se sont réunis à Ixtapa, au Mexique, six hommes d'Etat d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique et d'Europe, qui ont démontré maintes fois, par des faits concrets, l'intérêt profond qu'ils portent à la cause du désarmement et de la paix : Raúl Alfonsín, Président de l'Argentine, Miguel de la Madrid Hurtado, Président du Mexique, Rajiv Gandhi, Premier Ministre de l'Inde, Andreas Papandreou, Premier Ministre de la Grèce, Ingvar Carlsson, Premier Ministre de la Suède, et Julius Nyerere, qui fut le premier Président de la Tanzanie.

La conférence à laquelle ils ont participé était la suite du processus lancé par la Déclaration du 22 mai 1984 (Doc. CD/502) et poursuivi par la Déclaration de Delhi en date du 28 janvier 1985 (Doc. CD/549) et par trois messages conjoints datés, respectivement, des 24 octobre 1985 (Doc. A/40/825), 28 février 1986 (Doc. CD/676) et 8 avril 1986.

A cette conférence, à laquelle j'ai eu le privilège d'assister, on a approuvé deux textes fondamentaux, tous deux datés du 7 août 1986 : la Déclaration intitulée "Déclaration de Mexico" et un document intitulé "Document publié lors du Sommet de Mexico sur les mesures de vérification". Je m'efforcerai ci-après de faire la synthèse des aspects essentiels de ces deux documents, qui seront reproduits et distribués prochainement en tant que documents de la Conférence du désarmement, comme on l'a fait en de précédentes occasions.

La Déclaration de Mexico commence par souligner que la réunion avait pour objet de proclamer le droit de l'humanité à la paix et de réaffirmer l'attachement des participants à la protection de ce droit afin que la race humaine puisse se perpétuer, et elle poursuit en affirmant ce qui suit, après avoir rappelé qu'il y a 41 ans, la mort et l'horreur s'abattaient sur Hiroshima :

"La guerre la plus atroce de l'histoire s'achevait et, pour le monde, le cauchemar nucléaire commençait. Depuis lors, nous vivons 'à crédit'. Tout ce qui est précieux et beau, tout ce à quoi la civilisation humaine aspirait et ce qu'elle a réalisé, pourrait, à brève échéance, être réduit en poussière radioactive."

Les auteurs de la Déclaration font ensuite valoir que face au dilemme commun de l'annihilation, la distinction entre puissants et faibles n'a plus de sens et expriment leur détermination de faire en sorte que leurs pays, qui ne possèdent pas d'arsenaux nucléaires, participent activement à tous les aspects du désarmement, en effet, selon leurs propres termes "la protection de notre planète est une question qui intéresse tous les peuples qui y vivent" et par conséquent, on ne saurait admettre qu'un petit nombre de pays soient seuls à décider "du destin du monde".

(M. Garcia Robles, Mexique)

Les auteurs de la Déclaration réaffirment les objectifs prioritaires que la Déclaration de Delhi avait définis en janvier 1985, à savoir la suspension immédiate des essais nucléaires en tant que mesure préalable à un traité d'interdiction complète de ces essais et l'interdiction de l'expérimentation, de la fabrication et du déploiement des armes spatiales, et ils se félicitent de la Déclaration formulée conjointement en novembre 1985 par le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev, selon laquelle "une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée", ajoutant que le moment est venu de "veiller à ce qu'une telle guerre ne se produise pas", ils expriment la conviction que l'accroissement de la capacité de destruction par l'accumulation d'armes n'améliore pas la sécurité, et qu'ainsi, "le désarmement nucléaire et, en fin de compte, l'élimination complète des armes nucléaires sont une priorité absolue", et de toute évidence, "à l'heure actuelle aucune question n'est plus urgente ni plus cruciale que l'arrêt de tous les essais d'armes nucléaires".

Les auteurs de la Déclaration rappellent aussi qu'en octobre 1985 et en février et avril 1986, ils ont instamment demandé aux dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique de "procéder à une suspension pleinement vérifiable des essais nucléaires, au moins jusqu'à leur prochaine réunion au sommet", en réaffirmant que "le moratoire adopté unilatéralement par l'un des deux principaux Etats nucléaires" devrait devenir "à tout le moins, un moratoire bilatéral", et en proposant en outre que cette suspension, pour la vérification adéquate de laquelle les six pays offraient leur coopération sans réserve, "soit immédiatement suivie de négociations visant à conclure un traité d'interdiction complète des essais". La Déclaration mentionne également les principales mesures envisagées dans le cadre de l'aide offerte, mesures que je n'examinerai pas pour éviter des redondances, puisque je le ferai ultérieurement en évoquant le second document dont j'ai parlé au début de mon intervention.

L'autre objectif sur lequel les six signataires de la Déclaration mettent l'accent est celui qui figurait déjà en janvier 1985 dans la Déclaration de Delhi et au sujet duquel on peut notamment lire ce qui suit dans la Déclaration de Mexico :

"Nous réclamons à nouveau la prévention d'une course aux armements dans l'espace. L'espace appartient à l'humanité et, en tant que dépositaires de ce patrimoine commun de l'humanité, nous sommes contre l'emploi abusif, à des fins destructrices, de l'espace qui entoure notre planète. Il est particulièrement urgent de mettre un terme à la mise au point d'armes antisatellites qui menaceraient les activités spatiales pacifiques d'un grand nombre de nations. Nous demandons instamment aux dirigeants des Etats-Unis et de l'Union soviétique de s'entendre pour mettre fin à tout nouvel essai d'armes antisatellites afin de faciliter la conclusion d'un traité international sur leur interdiction. La mise en garde que nous avons lancée à New Delhi en déclarant que la mise au point d'un arsenal d'armes spatiales mettrait en danger un certain nombre d'accords sur la limitation des armements et le désarmement se révèle déjà justifiée. Nous insistons pour que les traités existants qui visent à protéger l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, ainsi que le Traité de 1972 concernant la limitation des systèmes de missiles antimissiles soient pleinement respectés, renforcés et étendus au besoin en fonction des progrès les plus récents de la technique".

(M. Garcia Robles, Mexique)

Outre ces deux objectifs, qui représentent des mesures fondamentales de désarmement, la Déclaration souligne que pour réaliser des progrès dans ce domaine, "il est impératif de renforcer l'Organisation des Nations Unies et sa Charte et de respecter tant la lettre que l'esprit des traités relatifs au désarmement", et met en évidence les conséquences du gaspillage des ressources limitées du monde à des fins d'armement, question sur laquelle elle se prononce dans les termes suivants :

"La pauvreté et une situation économique désespérée constituent également une menace pour la paix et la sécurité internationales. Cette menace est encore plus grave dans de nombreux pays en développement dont les possibilités de consacrer des ressources suffisantes aux besoins urgents et fondamentaux de leur population sont encore réduites par le problème de la dette extérieure. L'affectation au développement économique et social des ressources gaspillées en dépenses militaires est donc une nécessité fondamentale de notre temps."

Le second document auquel j'ai fait référence au début de mon intervention, à savoir le document relatif aux mesures de vérification, débute comme suit :

"Les puissances nucléaires ont la responsabilité de mettre fin aux essais nucléaires en tant que mesure significative pour maîtriser la course aux armements nucléaires. Les Etats-Unis et l'URSS, qui sont les deux principales puissances nucléaires, ont la responsabilité particulière d'engager le processus du désarmement nucléaire en arrêtant immédiatement leurs essais nucléaires. Pour faciliter cette mesure immédiate, les six nations participant à l'initiative des cinq continents sont prêtes à aider à surveiller un moratoire réciproque ou une interdiction des essais."

Ce document expose les modalités de l'aide offerte par les Six et examine principalement la vérification d'un moratoire en coopération avec les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui constituerait un pas important vers l'établissement d'un système adéquat de vérification d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. A cet égard, on envisage les deux possibilités suivantes :

En premier lieu, une surveillance portant sur les polygones d'essai existants, qui serait destinée à donner l'assurance qu'ils ne sont pas utilisés pour des essais clandestins. Ces polygones sont au nombre de trois, celui du Nevada aux Etats-Unis et ceux de Semipalatinsk et de Novaya Zemlya en Union soviétique, du fait de la faible superficie géographique qu'ils occupent, ils pourraient être observés par un nombre peu élevé de stations sismologiques installées dans ces deux pays sur les lieux ou à proximité de chaque zone d'essai. Si les deux parties parvenaient à s'entendre au sujet d'une cessation des essais nucléaires, la procédure prévue dans le document est la suivante :

(M. Garcia Robles, Mexique)

"Nos six nations sont disposées ... à installer rapidement et en collaboration avec les Etats-Unis et l'URSS, des stations de surveillance temporaires sur les polygones d'essais existants et à les exploiter pendant une période initiale d'un an. Toutes les données devraient être communiquées aux autorités des six nations ainsi qu'à celles des Etats-Unis et de l'URSS. L'analyse des données pourrait être entreprise conjointement et une analyse préliminaire effectuée sur place. Le fait que les polygones d'essais seraient surveillés par des appareils installés sur place permettrait d'abaisser à l'extrême le seuil de détection, qui ne serait plus que d'une petite fraction de kilotonne et pourrait même se chiffrer en tonnes."

La seconde hypothèse envisagée dans le document est celle d'une surveillance du territoire des Etats-Unis et de l'Union soviétique ailleurs que sur les polygones d'essai, surveillance qui serait nécessaire, comme il est indiqué dans le document, pour donner l'assurance qu'il ne s'effectue pas d'explosions nucléaires et que des séismes naturels ne sont pas interprétés à tort comme étant des explosions provoquées par des essais nucléaires clandestins. A cet égard, les auteurs du document de Mexico font observer qu'"il serait peut-être souhaitable de prendre des arrangements de vérification spéciaux pour certaines de ces régions; nos six pays seraient disposés à collaborer sur ce plan avec les Etats-Unis et l'Union soviétique".

Plus loin, cette assertion est complétée par une suggestion visant à "internationaliser" un certain nombre de stations sismologiques choisies parmi celles existant aux Etats-Unis et en Union soviétique, "entre 20 et 30, par exemple, dans chacun des deux pays, en y plaçant des observateurs" des six pays. Ces derniers auraient pour tâche "de s'assurer que les appareils sont utilisés correctement et que tous les renseignements obtenus sont signalés sans exception. Nous sommes disposés à élaborer les arrangements nécessaires, qui pourraient être pris assez rapidement, et à mettre à disposition des observateurs pour une période initiale d'un an".

Afin de remplacer ces mesures temporaires par des accords permanents, les experts des six pays, selon les auteurs du document, sont "prêts à coopérer avec ceux des Etats-Unis et de l'URSS afin de mettre en place des installations de vérification permanente sur les polygones d'essais et d'établir le meilleur réseau possible de stations internes aux Etats-Unis et en URSS".

Je ne voudrais pas prolonger davantage cette intervention, puisque, comme je l'ai indiqué précédemment, la Conférence pourra disposer à une date très rapprochée du texte intégral des deux documents que j'ai commentés. Permettez-moi seulement, pour conclure, de donner lecture des deux paragraphes finals de la Déclaration de Mexico, qui, selon moi, illustrent bien l'esprit qui animait les six hommes d'Etat qui viennent de se réunir dans mon pays, ainsi que les objectifs nobles et élevés qu'ils recherchaient. Ces paragraphes sont ainsi conçus :

(M. Garcia Robles, Mexique)

"Notre message de Mexico tend à exhorter les dirigeants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique à poursuivre et à revitaliser le dialogue qu'ils ont engagé l'an dernier, à fixer une date ferme pour une nouvelle réunion entre eux et à faire en sorte que, grâce à une attitude de compromis mutuel et de conciliation, ce dialogue aboutisse à des résultats concrets dans le domaine du désarmement. Chacune des parties dispose d'une capacité suffisante pour détruire le monde bien des fois. On ne saurait laisser entendre que l'une ou l'autre des parties ferait preuve de faiblesse en se montrant disposée à adopter une attitude conciliante. L'esprit de Genève doit être ranimé et renforcé. Nous soulignons à nouveau notre détermination de chercher à faciliter un accord entre les Etats dotés d'armes nucléaires et à oeuvrer avec eux, ainsi qu'avec toutes les autres nations, pour la sécurité commune de l'humanité et pour la paix.

A nouveau, nous demandons instamment aux peuples, aux parlements et aux gouvernements du monde entier d'appuyer activement notre appel. Chacun d'entre nous a droit à la paix et a la responsabilité de lutter pour l'obtenir. Ensemble ou séparément, les peuples du monde ne peuvent effacer l'horreur d'Hiroshima et de Nagasaki de la mémoire humaine, cependant, ensemble, nous pouvons et nous devons empêcher que cette horreur menace notre avenir."

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant du Mexique de sa déclaration, au cours de laquelle il a présenté la récente et importante déclaration des six puissances, ainsi que des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

La présentation de ces documents par un distingué lauréat du prix Nobel de la paix leur confère un poids accru.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Brésil, l'Ambassadeur Souza e Silva, qui parlera au nom du Groupe des 21.

M. de SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la possibilité d'intervenir en ma qualité de porte-parole du Groupe des 21 pour le point 1 de notre ordre du jour. Avant de faire ma déclaration, permettez-moi de me féliciter de vous voir, fort de votre expérience, de votre habileté, de votre ascendant et de votre sens inné de l'équité, présider nos délibérations au cours de ce mois d'août, époque à laquelle d'importantes décisions doivent être prises pour la poursuite de nos travaux.

Le Groupe des 21 a constamment estimé qu'une priorité élevée devait être attribuée au point 1 de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, depuis les débuts de celle-ci en 1979. Ses opinions, qui traduisaient des consensus, ont été exprimées dans plusieurs documents, en particulier dans le document CD/181 du 24 avril 1981, et elles sont actuellement énoncées dans le projet de mandat pour la création d'un comité spécial qui figure dans le document CD/520/Rev.2 du 21 mars 1986.

(M. de Souza e Silva, Brésil)

Selon des informations de presse, des tendances récentes dans les positions respectives de l'URSS et des Etats-Unis au sujet des essais nucléaires ont incité des délégations provenant de différents horizons à demander instamment à ce forum multilatéral de négociation de reprendre ses efforts pour trouver des moyens de s'acquitter de son mandat conformément au Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (par. 51).

Les efforts bilatéraux et multilatéraux sont reconnus comme étant d'importantes conditions préalables qui devraient se compléter mutuellement dans le domaine du désarmement si l'on veut aboutir à des accords efficaces bénéficiant d'une adhésion universelle.

Conscient du fait que l'URSS et les Etats-Unis sont actuellement engagés dans des pourparlers bilatéraux sur la question des essais nucléaires et gardant à l'esprit qu'en dépit de la responsabilité spéciale qui leur incombe en matière de mesures de désarmement (Document final, par. 48) et malgré le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires institué par l'URSS il y a un an, ces deux pays sont l'un et l'autre responsables du plus grand nombre d'essais, le Groupe des 21 considère qu'il leur appartient de tenir la Conférence du désarmement au courant de leurs tentatives communes, de façon que les efforts multilatéraux et bilatéraux puissent se compléter utilement les uns les autres. S'il en était autrement, des discussions ou des négociations sur les mêmes questions qui seraient menées parallèlement et sans lieu les unes avec les autres ne serviraient que peu les objectifs recherchés par la Conférence du désarmement.

La demande énoncée ci-dessus est compatible non seulement avec les obligations des deux pays de coopérer à l'exécution du mandat confié à la Conférence du désarmement, mais aussi avec la pratique antérieure, dont l'aspect le plus récent a été la présentation à ce forum du Rapport tripartite sur l'état des négociations relatives à un traité interdisant les explosions expérimentales d'armes nucléaires dans tous les milieux. Le Groupe des 21 tient à souligner qu'il est dit, dans ce rapport, que "Le désir de parvenir rapidement à un accord, que partage très largement la communauté internationale, a été maintes fois exprimé au plus haut niveau par les trois gouvernements" (CD/130 du 30 juillet 1980). Ceci termine la déclaration du Groupe des 21.

Le Groupe des 21 serait heureux que la déclaration dont je viens de donner lecture soit dûment consignée dans notre rapport à l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant du Brésil, qui a parlé au nom du Groupe des 21, de sa déclaration ainsi que des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président. Sa déclaration sera, bien entendu, dûment consignée dans notre compte rendu.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant de l'Australie, l'Ambassadeur Butler.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : La Conférence sera appelée sous peu à adopter des décisions finales sur les travaux de sa session de 1986.

A ce propos, le Président du Groupe d'experts scientifiques, M. Dahlman, soumettra tout à l'heure à la Conférence le rapport intérimaire sur la vingt-deuxième session du Groupe.

Je crois comprendre qu'il sera proposé à la Conférence de prendre acte de ce rapport lors d'une séance plénière, la semaine prochaine.

Si elle en décidait ainsi, la Conférence donnerait mandat au Groupe d'experts scientifiques de poursuivre ses travaux et notamment de mettre en oeuvre les propositions faites à ce sujet dans le rapport qui sera soumis tout à l'heure à la Conférence.

L'Australie a participé très activement aux travaux de ce groupe qui, nous en sommes convaincus, ont contribué de façon inestimable aux activités de coopération mondiale dans le domaine de la sismologie et nous attendons beaucoup des travaux futurs du Groupe.

Nous avons étudié son rapport intérimaire et sommes tout à fait prêts à approuver les recommandations qui y figurent.

Il a été reconnu depuis de très nombreuses années déjà qu'un réseau mondial de surveillance sismologique sera l'élément central du régime de vérification nécessaire pour étayer un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Le mandat actuel du Groupe d'experts scientifiques invite celui-ci à poursuivre "ses travaux concernant des mesures de ce genre qui pourraient être prises dans l'avenir en vue de l'échange international de données sismologiques en vertu d'un traité sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires". On comprendra que je ne veuille pas formuler à l'heure actuelle d'observations au sujet de la portée de ce mandat. Ce qui importe maintenant, c'est que nous reconnaissions deux choses : premièrement, le mandat donné au Groupe d'experts scientifiques envisage clairement la création d'un réseau sismologique mondial. Deuxièmement, à ce stade des travaux menés par le Groupe dans l'exercice de son mandat, mais aussi des travaux entrepris de leur propre chef par différents pays, il serait tout à fait opportun et certainement utile que la Conférence décide, comme l'Australie le lui a recommandé, de faire naître un réseau sismologique mondial.

Le programme des travaux futurs proposés par le Groupe d'experts scientifiques serait compatible avec une telle décision et, en fait, nous ferait encore avancer concrètement vers la mise en place d'un réseau mondial pleinement opérationnel et permanent.

Il y a quelques autres faits nouveaux pertinents à signaler, dont certains sont intervenus récemment encore, les orateurs qui m'ont précédé ce matin ont mentionné quelques-uns d'entre eux. Je pense, par exemple, à la reprise des discussions bilatérales entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les questions de vérification.

M. Butler, Australie)

Plusieurs décisions de très grande portée ont été prises la semaine dernière par la réunion des six chefs de gouvernement à Ixtapa, au Mexique, parmi lesquelles figurait l'offre faite par les six Etats en question d'apporter une contribution importante à la vérification d'un traité d'interdiction des essais nucléaires, y compris par des moyens sismologiques. Il y a trois semaines, à la Conférence du désarmement, le distingué Ambassadeur de l'Union soviétique a annoncé l'adoption, par son gouvernement, d'une nouvelle approche en ce qui concerne les données de niveau II et, à notre précédente séance plénière, mardi dernier, l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne a fait une déclaration extrêmement constructive et très pertinente, dans laquelle il a rappelé d'autres contributions apportées à ces travaux par diverses délégations, y compris la mienne. Il s'est passé beaucoup de choses dans ce domaine.

Il y a trois semaines, j'ai présenté à la Conférence le document CD/717, par lequel le Gouvernement australien proposait à la Conférence de décider qu'il devrait y avoir un réseau sismologique mondial. Ma délégation espère que la Conférence prendra une décision au sujet de cette proposition la semaine prochaine, lorsqu'elle donnera suite au rapport du Groupe d'experts scientifiques sur sa vingt-deuxième session.

Le fait est que nous disposons déjà de tous les éléments d'un réseau sismologique mondial. L'essai technique effectué par le Groupe d'experts scientifiques en 1984 nous a montré comment fonctionneraient certains éléments importants d'un tel réseau.

Il ne nous reste plus qu'un pas à faire pour que ce réseau devienne une réalité : décider de créer un réseau mondial, faisant ainsi en sorte que tous les travaux futurs, par exemple ceux entrepris dans le cadre du Groupe d'experts scientifiques, seront axés sur la création d'un réseau mondial.

Une fois que nous aurons décidé que les capacités existantes constituent un réseau mondial, les membres de la Conférence du désarmement pourront s'employer à combler les lacunes et à améliorer le réseau en intensifiant les échanges de données et de techniques et en créant la structure administrative nécessaire pour gérer un réseau mondial.

Les travaux futurs que se propose d'entreprendre le Groupe d'experts scientifiques sont très pertinents à cet égard : combler les lacunes et définir - mais aussi affiner - les capacités existantes et futures, d'abord sur la base d'une analyse des enquêtes nationales, puis d'expériences partielles, bilatérales et multilatérales, concernant l'utilisation des données de niveau II, le point culminant de ces travaux étant l'expérience mondiale à grande échelle que l'on envisage maintenant pour 1988.

Il est vrai que des préoccupations ont été exprimées et des questions posées concernant les contraintes budgétaires susceptibles d'avoir des répercussions sur ce que les pays pourraient entreprendre sans délai dans le domaine d'une coopération internationale en matière de surveillance sismologique.

(M. Butler, Australie)

L'Australie connaît, elle aussi, des contraintes budgétaires, mais nous sommes convaincus qu'en étudiant attentivement les possibilités, les pays constateront qu'il existe un certain nombre d'activités utiles susceptibles d'être entreprises dans les limites des budgets existants et, pour notre part, c'est ce que nous faisons.

De fait, il est évident qu'aucun d'entre nous ne saura s'il est disposé à financer de nouveaux projets ou s'il sera en mesure de le faire avant d'avoir déterminé en quoi consiste précisément ces projets et comment ils pourront s'intégrer à des activités mondiales, et donc, ce qu'ils coûteraient et quels en seraient les avantages.

Je mentionnerai que l'Australie est prête à coopérer pleinement avec d'autres pays en matière de surveillance sismologique, et d'élargir cette coopération, tout comme elle développe à l'heure actuelle ses propres capacités sismologiques, et qu'en fait elle le fera quelles que soient les mesures éventuellement prises en la matière dans le contexte de la Conférence du désarmement.

En discutant cette proposition, ou plutôt en y réfléchissant, je voudrais rappeler un point d'histoire, à savoir que les travaux du Groupe d'experts scientifiques, qui jouissent maintenant d'un si large appui, ont débuté plus modestement sous la forme d'une initiative suédoise qui remonte à pas mal d'années. En fait, le Groupe n'a été adopté par la Conférence du désarmement que lorsque ses travaux sont devenus intéressants au point que bien peu d'Etats souhaitaient être laissés à l'écart. A mon avis, il y a là un modèle et un exemple que nous devrions garder à l'esprit en envisageant une décision au sujet d'un réseau sismologique mondial. Nous proposons que la Conférence décide de le créer, car cette décision est nécessaire, elle est réaliste, elle constituerait un progrès, elle relève de la compétence de la Conférence et elle représenterait manifestement un pas dans la bonne direction. La Conférence peut le faire en donnant son accord de principe à la proposition formulée dans le document CD/717, tendant à créer un réseau sismologique mondial, et nous espérons qu'elle le fera la semaine prochaine lorsqu'elle adoptera le rapport sur la vingt-deuxième session du Groupe d'experts scientifiques.

M. DAHLMAN (Président du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques) (traduit de l'anglais) : Le Groupe spécial d'experts scientifiques a célébré son dixième anniversaire pendant sa dernière session, qui s'est tenue du 21 juillet au 1er août. Il l'a fait en mettant la dernière main à son quatrième rapport ayant trait aux résultats de l'essai technique de 1984 et en définissant des tâches importantes et stimulantes pour l'avenir.

Il y a 10 ans, la création du Groupe spécial d'experts scientifiques a fourni un cadre pour un travail systématique en direction d'un système mondial d'échange de données et pour un dialogue constructif sur les questions techniques connexes entre des experts de pays tant membres que non membres de la Conférence du désarmement ou de ses organes prédécesseurs.

(M. Dahlman, Président du Groupe spécial d'experts scientifiques)

Le Groupe a défini les grandes lignes d'un système international d'échange de données comportant trois éléments principaux, à savoir un réseau mondial de stations sismologiques exploitées par les différents pays; un système d'échange de données entre les différents pays et des centres internationaux de données (CID) spécialement créés à cette fin, et des centres internationaux de données où celles-ci sont régulièrement traitées et d'où les résultats sont communiqués aux pays participants.

Au cours de ses travaux, le Groupe a élaboré des spécifications techniques détaillées pour la création et le fonctionnement d'un système international de cette nature. Ces spécifications comprennent des instructions sur la façon d'exploiter les stations sismologiques et d'analyser les données d'une manière normalisée. De concert avec l'OMM, le Groupe a élaboré des spécifications détaillées pour l'échange des paramètres ou données de niveau I. Des procédures et des programmes informatiques à utiliser aux centres internationaux de données ont été élaborés pour les analyses régulières de ces données.

Le Groupe d'experts a non seulement mis au point des méthodes et des procédures, il a également procédé à des essais techniques portant sur divers éléments du système. Quelques-uns de ces essais étaient des entreprises bilatérales à petite échelle, d'autres avaient davantage d'ampleur et comportaient une large participation. En 1984, le Groupe a procédé à un essai technique à grande échelle avec la participation de 75 stations sismologiques réparties dans 37 pays et de 3 centres internationaux de données. L'essai a été effectué en étroite coopération avec l'OMM, une organisation avec laquelle le Groupe a entretenu une excellente coopération tout au long des ans.

Le travail actuel du Groupe d'experts a été étayé par des programmes de recherche effectués dans de nombreux pays. Un nombre considérable de documents de travail nationaux résumant les résultats de ces programmes ont été présentés en vue de fournir une base technique et scientifique indispensable pour les travaux du Groupe. Ainsi donc, le système d'échange de données qui a été mis au point est le résultat non seulement des efforts déployés par des experts au sein du Groupe, mais aussi de travaux de recherche accomplis par un grand nombre de personnes travaillant dans des stations et laboratoires sismologiques répartis à travers le monde.

En de précédentes occasions, j'ai fait rapport à la Conférence du désarmement sur l'heureuse réussite de l'essai technique de 1984, qui a été très habilement coordonné par M. Peter McGregor, de l'Australie, ainsi que sur l'excellente coopération instituée entre des instituts participants dans le monde entier. Aujourd'hui je ne me propose pas de rappeler les résultats de l'essai, mais simplement de signaler qu'à sa dernière session, le Groupe a parachevé son quatrième rapport, qui concerne l'essai en question. J'ai le plaisir de présenter ce texte, qui a été publié sous la cote CD/720. Ce rapport s'accompagne d'assez volumineux appendices qui contiennent des informations techniques plus détaillées; ces appendices ne seront pas distribués, mais ils seront disponibles au Secrétariat dans les langues de travail du Groupe. Je présente également un résumé du rapport, publié sous la cote CD/681/Rev.1, qui n'est qu'une version légèrement modifiée et définitive du résumé provisoire (CD/681) soumis à la Conférence le 24 mars 1986.

(M. Dahlman, Président du Groupe spécial d'experts scientifiques)

En présentant ces rapports, j'exprime ma gratitude au Secrétaire scientifique du Groupe, M. Frode Ringdal, de la Norvège, qui a accompli un excellent travail de rédaction. Je remercie également le Secrétariat de ses efforts et de sa coopération pour la mise au point définitive de ces documents.

Dans les travaux qu'il a effectués jusqu'ici, le Groupe d'experts s'est principalement concentré sur l'échange et le traitement des paramètres ou données de niveau I. Au cours de sa récente session, le Groupe a consacré un temps appréciable à un examen approfondi de la suite à donner à ces travaux. Dans le rapport intérimaire sur sa session, tel qu'il a été publié sous la cote CD/721 et que j'ai le plaisir de présenter, le Groupe recommande

"qu'il puisse continuer ses travaux en vertu de son mandat actuel, qui lui a été confié par le Comité du désarmement le 7 août 1979 (CD/PV.48).

Les travaux futurs du Groupe devraient avoir pour objet de mettre au point un système international moderne fondé sur l'échange rapide de tracés (niveau II) et paramètres sismiques (niveau I) et de traiter ces données dans les CID. Ces travaux s'inspireraient des expériences et des résultats précédents compte tenu des recommandations du Groupe dans ses précédents rapports et de toutes les réalisations dans le domaine de la sismologie. Ils devraient notamment viser à :

- élaborer les spécifications techniques de prototypes de stations modernes susceptibles de collecter et d'échanger des données de haute qualité sur les tracés sismiques concernant des événements survenus à n'importe quelle distance, y compris les stations complexes aptes à fournir des données provisoires de localisation pour les événements détectés,
- affiner et essayer des méthodes, procédures et algorithmes informatiques pour la détection automatique du signal et l'analyse interactive des données par ordinateur,
- mettre au point et essayer des méthodes et procédures, effectuer des recherches et tester des liaisons de communication qui serviront à l'échange rapide de paramètres et tracés sismiques entre les installations nationales et les centres internationaux de données,
- affiner et essayer des méthodes, procédures et algorithmes informatiques à utiliser dans les CID en vue du traitement de tracés et paramètres sismiques, pour la coopération et la communication entre ces centres et pour la distribution de bulletins d'événements aux installations nationales.

Ces spécifications du système exigeraient d'importants travaux de recherche et d'essai.

(M. Dahlman, Président du Groupe spécial d'experts scientifiques)

Les futurs travaux du Groupe devraient aussi porter sur la planification et l'exécution d'une expérience à grande échelle sur l'échange de données de niveau II. Cette expérience, qui devra comporter aussi des données de niveau I, sera effectuée au moyen du SMT/OMM et par d'autres voies de communication disponibles, y compris la transmission par satellite, chaque fois que cela sera possible. Elle devra être soigneusement préparée sur la base d'une analyse des enquêtes nationales et d'expériences partielles, bilatérales et multilatérales, concernant l'utilisation des données de niveau II. Le Groupe envisage de réaliser cette expérience aux environs de 1988.

Cette expérience aura pour principal objet l'essai des méthodes et procédures mises au point par le Groupe spécial pour extraire et transmettre les données des stations aux centres internationaux de données expérimentaux (CIDE) et de les traiter dans ces centres."

Le Groupe a pris note de la décision récente du Conseil exécutif de l'OMM, selon laquelle les circuits du SMT/OMM pourront recevoir un certain volume de types supplémentaires de données sismologiques. Pour contribuer à la préparation et à la bonne réalisation de l'expérience, le Groupe spécial recommande que la Conférence du désarmement prie l'OMM de lui attribuer, à titre régulier et dès que possible, des canaux du SMT pour la transmission de données sismologiques de niveau II. J'ai soumis officieusement au Président de la Conférence quelques suggestions concernant les termes d'une telle recommandation à l'intention de l'OMM, qui vous ont été distribuées.

Le Groupe spécial recommande en outre que la Conférence du désarmement aide à inciter autant d'Etats que possible à participer à la réalisation de l'expérience.

La conception et l'expérimentation d'un système international d'échange de données sismologiques, fondé sur l'échange et le traitement rapides de tracés sismiques, représentent une entreprise d'envergure qui posera vraisemblablement un certain nombre de défis sur les plans scientifique et technique. En plus des efforts considérables déployés au sein du Groupe d'experts, cette tâche exigera d'importants travaux de recherche-développement au niveau national et à celui de la coopération internationale. Tous ces efforts sont indispensables pour créer une base scientifique et technique pour la structure d'un système qui, à de nombreux égards, ira bien au-delà de ce dont on dispose aujourd'hui à l'échelle mondiale.

Le Groupe attend avec une impatiente confiance la perspective de s'attaquer à ces nouvelles tâches stimulantes.

Le Groupe spécial suggère que sa prochaine session, sous réserve d'approbation par la Conférence du désarmement, se tiendra du 2 au 13 mars 1987.

Ceci termine ma présentation du quatrième rapport du Groupe d'experts scientifiques (CD/720), du résumé de ce rapport (CD/681/Rev.1) et du rapport intérimaire (CD/721). Je suis prêt à essayer de répondre à toutes les questions que les distingués représentants souhaiteraient me poser.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué Président du Groupe spécial d'experts scientifiques de son important et intéressant rapport.

Je donne maintenant la parole au distingué représentant du Royaume-Uni, l'Ambassadeur Cromartie.

M. CROMARTIE (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Je voudrais remercier le Président du Groupe spécial d'experts scientifiques, M. Dahlman, de la façon claire et concise dont il a présenté le rapport du Groupe. Je voudrais lui transmettre, ainsi qu'au Secrétaire scientifique, M. Ringdal, et à tous les membres du Groupe, les sincères remerciements de la délégation du Royaume-Uni pour le travail qu'ils accomplissent avec tant de conscience depuis maintenant 10 ans.

Le dixième anniversaire, qui est tombé cette année, de la création du Groupe en 1976 sous la présidence du défunt Ulf Ericsson constitue un jalon dans un important effort scientifique international.

Il est extrêmement encourageant que le Groupe ait pu célébrer cet anniversaire en terminant son rapport sur l'essai au niveau I effectué en 1984 et qu'une entente soit intervenue concernant un programme de travail en vue d'exécuter un nouvel essai portant sur l'échange de données de niveau II. A cet égard, nous nous félicitons de la déclaration faite à ce sujet par le distingué représentant de l'Union soviétique, l'Ambassadeur Issraelyan, le 22 juillet.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer toute la satisfaction de ma délégation au sujet de l'initiative que votre Gouvernement, Monsieur le Président, a prise en organisant à Ottawa, au début du mois d'octobre, un séminaire sur les transmissions servant à l'échange de données.

De même, nous apprécions très vivement le travail utile accompli en vue d'un essai au niveau II qui est en cours d'organisation au Japon et auquel le distingué représentant de ce pays, l'Ambassadeur Imai, s'est référé ce matin dans sa déclaration. Le Royaume-Uni est très heureux de l'occasion qui lui est offerte de participer à l'une et l'autre de ces précieuses contributions aux progrès en la matière.

Les contributions concrètes de ce genre, qui suivent le bon exemple donné l'année dernière par le Gouvernement norvégien, témoignent d'un authentique attachement à l'objectif d'une interdiction complète des essais. Nous serions très heureux de voir davantage de pays, en particulier de pays non alignés, participer plus activement aux travaux du Groupe d'experts scientifiques que cela n'a été le cas jusqu'à présent.

Enfin, pour terminer, je voudrais mentionner encore un autre aspect encourageant. Il s'agit des récents contacts bilatéraux qui ont eu lieu à Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique au sujet de questions de vérification. Nous croyons savoir que ces contacts sont appelés à se poursuivre et nous nous en félicitons très sincèrement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant du Royaume-Uni de sa déclaration.

Ma liste d'orateurs pour aujourd'hui est épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ?

(Le Président)

Le Secrétariat a distribué aujourd'hui, à ma demande, un calendrier des séances et réunions à tenir au cours de la semaine qui vient. Ce calendrier a été établi en consultation avec les présidents des comités spéciaux et ne présente, bien entendu, qu'un caractère purement indicatif et peut être modifié en cas de besoin. Etant donné que nous approchons de la fin de la session et qu'il y a encore un certain nombre de questions pendantes, je propose que, jusqu'à la fin de la présente session annuelle, nous commençons nos séances plénières à 10 heures précises. Une fois de plus, je demande instamment aux délégations d'être présentes ici à 10 heures car même des pertes de 20 à 30 minutes seulement peuvent faire une différence lorsqu'elles s'accumulent. Le calendrier qui a été distribué ce matin tient compte de cette suggestion. S'il n'y a pas d'objection, je considérerais que la Conférence adopte ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Avant que nous ne nous séparions, je voudrais rappeler que, conformément à ce qui a été entendu à notre dernière séance plénière, la Conférence tiendra immédiatement après la présente séance une réunion officieuse pour examiner les paragraphes de fond du projet de rapport annuel relatifs aux points 1 ("Interdiction des essais nucléaires") et 7 ("Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes, armes radiologiques") de l'ordre du jour.

Le Secrétariat distribue ce matin, dans la Salle de conférence, des paragraphes de fond du projet de rapport annuel relatifs au point 3, intitulé "Prévention de la guerre nucléaire, y compris toutes les questions qui lui sont liées", qui figurent dans le document CD/WP.247, ainsi que ceux relatifs au point 6 de l'ordre du jour, intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires", contenus dans le document CD/WP.246. Des exemplaires de ces documents de travail ont été mis dans les casiers des délégations hier dans la matinée et au début de l'après-midi. Comme indiqué dans le calendrier des séances et réunions à tenir par la Conférence la semaine prochaine, j'ai l'intention de les examiner à la réunion officieuse de mardi prochain immédiatement après la séance plénière, si nous en avons le temps.

Je tiens également à vous informer qu'à la suite de l'accord intervenu en vue de faire état, dans le projet de rapport, des discussions qui ont eu lieu tant en séance plénière qu'en réunion officieuse au sujet du point 2, le Secrétariat est en train d'achever la rédaction des paragraphes de fond pertinents. Il est prévu que le texte anglais en sera disponible vers la mi-journée lundi et les versions dans les autres langues, mardi dans la matinée. Conformément au calendrier, nous examinerons ces paragraphes de fond relatifs au point 2 de l'ordre du jour à une réunion officieuse qui se tiendra immédiatement après la séance plénière du jeudi 21 août.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le mardi 19 août à 10 heures.

La séance est levée à 12 h 10.